

BIOSAL



Supplément à CIAL-ALAI

Bulletin D'Informations Ouvrières et Syndicales de L'Amérique Latine

BI-MENSUEL

Prix au Numéro 5FF

Bul. N.° 14 - année I

31 juillet 1979

DEVELOPPEMENT CAPITALISTE ET MOUVEMENT OUVRIER AU NICARAGUA

(DOSSIER)

Le développement industriel capitaliste au Nicaragua a subi un essor important au cours des deux dernières décennies, surtout dans le domaine de la production destinée au marché extérieur, divisée en deux branches principales: l'industrie chimique et la métallurgie de transformation; et ce dans le cadre de l'intégration centraméricaine, suivant le plan établi par les Etats-Unis pour cette région.

Pendant cette même période, on assiste à la croissance du secteur agro-industriel visant également le marché extérieur, qui en plus des principales cultures traditionnelles d'exportation (coton, café, sucre, bananes, tabac et viande congelée) se consacre à d'autres produits: le sésame et la cacahuète.

Le processus d'industrialisation de l'agriculture se concentre surtout dans la région pacifique; c'est dans les départements de León et de Chinandega que la production capitaliste agricole se développe avec le plus de dynamisme; c'est là que sont produits 90 pour cent du coton, 67 pour cent de la canne à sucre, 100 pour cent des bananes pour l'exportation, du sésame et des cacahuètes. Dans la région sud-orientale, qui comprend les départements de Granada et Rivas, on produit 10 pour cent de la canne à sucre, 14 pour cent du riz et de la viande pour l'exportation. La région centre-ouest qui comprend les départements de Managua et Carazo, produit 30 pour cent de la production nationale de café; et plus particulièrement Managua produit 14 pour cent de la canne à sucre, 6 pour cent du coton, une partie du bétail bovin, des porcs et de la volaille. La région composée des départements de Matagalpa, Jinotepe et Boaco, consacrée à l'agriculture traditionnelle produit du café, du bétail, du maïs et le sorgho. Dans les départements de Estelí, Madriz et Nueva Segovia on trouve la totalité de la production de tabac, plusieurs entreprises de bois et 12 pour cent du café. Dans la région atlantique l'insertion de la technologie capitaliste dans l'industrie est très récente, concentrée surtout dans la production de riz, de canne à sucre et l'extraction des produits de la mer (1).

Quant à l'industrie manufacturière, 80 pour cent en sont localisés dans les départements de Managua, Chinandega et León; et plus particulièrement à Managua où l'on trouve 67 pour cent des industries, représentant 60 pour cent de la production manufacturière totale (2).

Le processus d'industrialisation au Nicaragua a été subordonné à l'installation d'entreprises transnationales attirées par

les conditions favorables qu'offre le pays: main-d'oeuvre bon marché, avantages commerciaux soutenus par le Marché commun centraméricain et les garanties fiscales que le gouvernement Somoza a offert au capital étranger.

Dans la structure industrielle du Nicaragua on distingue les niveaux suivants(3):

a) Les industries modernes, filiales des entreprises américaines, principalement les industries chimiques et métallurgiques, possédant une mécanisation importante, une technologie avancée, une division complexe du travail et une forte concentration de capital. Le capital investi dans ce secteur atteint 100 000 à 1 000 000 de cordobas par employé.

b) L'industrie dépendante, constituée par le secteur manufacturier qui a été infiltré dernièrement par le capital étranger. La plus grande partie de ces entreprises se sont développées grâce au processus d'intégration économique centraméricaine, quoique quelques unes étaient établies depuis les années 50. Dans ce secteur, la force de travail représente une part importante de la composition organique du capital, correspondant à entre 60 et 100 milles cordobas par employé. Ce type d'industries concentre le contingent le plus important du prolétariat manufacturier, principalement dans la production textile, les chaussures, le tabac, le bois, les produits alimentaires et les entreprises de construction.

c) L'industrie moyenne traditionnelle qui se concentre dans les villes les plus peuplées, principalement à Managua, se consacrent aux branches traditionnelles: boulangerie, cuir, meubles, imprimeries, chaussures, laboratoires et vêtements. Elle représente un total de 500 entreprises, procurant en moyenne du travail à 10 ou 20 employés. Dans ces entreprises, étant donné le bas niveau de la mécanisation, les techniques retardées, le peu de capital, la main-d'oeuvre constitue l'axe fondamental de la production.

d) La petite production artisanale qui couvre 90 pour cent du total des unités de production.

L'industrialisation au Nicaragua dans les principales branches de l'exportation a provoqué la naissance d'un prolétariat industriel qui se chiffre à près de 27 000 ouvriers, alors que la population active se compose de 600 000 personnes.

Le rapport entre le nombre d'entreprises par secteur industriel et le nombre d'employés dans chacune de ces branches

40 P 9802

révèle la structure objective de la classe ouvrière industrielle (4).

| | Employés | Nombre d'entreprises |
|---|----------|----------------------|
| Alimentation | 8 600 | 130 |
| Produits chimiques | 2 800 | 62 |
| Machinerie | 1 215 | 25 |
| Minéraux non métalliques | 1 350 | 43 |
| Chaussures, vêtements et confection textile | 2 200 | 100 |

La classe ouvrière naissante dans l'industrie manufacturière se trouve désarticulée organiquement par la prédominance de la petite industrie.

Le développement industriel limité, au Nicaragua, et le poids important de la petite industrie artisanale, déterminent les conditions dans lesquelles surgit le prolétariat manufacturier dans l'ensemble de l'économie nicaraguayenne et ses conditions objectives d'existence au niveau des caractéristiques de l'usine, qui représentent des éléments d'analyse des formes de l'organisation de la classe ouvrière.

Le développement du mouvement ouvrier nicaraguayen, particulièrement au niveau syndical est étroitement lié aux conditions d'exploitation et à la structure de la classe ouvrière, produite par la forme particulière de l'accumulation du capital dans ce pays. Nous avons vu que la classe ouvrière du Nicaragua a numériquement peu de poids par rapport au reste de la population, la concentration ouvrière dans les usines et à la campagne est encore très faible, et l'industrialisation en étant encore à ses débuts reste très dispersée. La surexploitation à laquelle est soumise la classe ouvrière est terriblement évidente dans les taux élevés de mortalité, de malnutrition et d'analphabétisation, de même que dans l'excessive concentration et centralisation du pouvoir économique.

De telles caractéristiques structurales affectent le mouvement ouvrier nicaraguayen en deux sens: 1) l'atomisation de la classe ouvrière empêche l'apparition de centrales syndicales puissantes rendant difficile la négociation sur le plan des revendications; 2) l'acuité de la surexploitation est la source de constantes luttes économiques et d'affrontements avec l'Etat ce qui se trouve à renforcer la combativité des travailleurs. Cette contradiction permet d'expliquer certaines des particularités du mouvement ouvrier du Nicaragua.

ANTECEDENTS

Tout au long des 40 années de dictature, la classe ouvrière nicaraguayenne a entrepris d'importantes mobilisations pour la conquête de meilleures conditions de vie et de travail, pour la création d'organisations indépendantes, utilisant pour ce faire les voies de la légalité et de l'illégalité.

En 1938, les syndicats des mineurs ont franchi une étape importante en réalisant une grève triomphante qui apporta un souffle nouveau à d'autres secteurs, principalement chez les typographes, les ouvriers de la chaussure, les charpentiers et les travailleurs des carrières de pierre. C'est de ce mouvement d'agitation ouvrière qu'est apparue, le 20 novembre de la même an-

née la Conférence des Travailleurs du Nicaragua. Le nombre d'organisations affiliée à cette centrale s'est accru progressivement mais ce processus s'est vu interrompu par une vague de répression gouvernementale au cours de laquelle de nombreux dirigeants ont été emprisonnés et déportés. Les exilés ne tardèrent pas à retourner clandestinement au pays et à propager, en 1941, l'idée de créer une Centrale nationale syndicale.

La majorité des organisations appartenant à la Conférence de 1938 issue de la corporation des charpentiers, du secteur du vêtement, du textile, des carrières, de la typographie, de la chaussure et de la construction, se regroupèrent pour former en 1943, le Conseil inter-corporation ouvrier. A nouveau le processus de formation de cette centrale s'est accéléré, et le 26 mai 1944 elle prend pour nom la Conférence des Travailleurs du Nicaragua (5).

Le gouvernement somoziste qui avait été frustré dans ses intentions de contenir le progrès syndical par le moyen de l'emprisonnement et de l'exil, a alors manœuvré pour contrôler le mouvement ouvrier "depuis le sommet", par le moyen de la corruption.

Les syndicats qui dénoncèrent avec le plus de force cette situation, décidèrent de se regrouper de façon indépendante, créant la Fédération des Travailleurs de Managua, et plus tard, des organisations semblables à Masaya, Chinandega, Granada, León et Matagalpa. Avec les effets de la seconde guerre mondiale et la crise, les mobilisations des travailleurs se font de plus en plus nombreuses. En 1948, le coup d'Etat militaire somoziste contre le gouvernement de Leonardo Argüello qui dura seulement 25 jours, commence une nouvelle offensive contre les syndicats. L'année suivante, avec la participation de dirigeants dévoués au gouvernement et de certains anciens prisonniers, naît la Confédération générale des Travailleurs (CGT), dont le but serait d'apporter un support à la dictature. Avec la CGT, de toute manière, le champ d'action syndicale s'est agrandi, permettant ainsi l'apparition de nouveaux syndicats. Ce fut en 1951, à l'ombre d'une autre série d'opérations politiques contre le syndicalisme, que le gouvernement parvint au contrôle total de la direction de la CGT. Dans la clandestinité, l'Union des Travailleurs du Nicaragua a difficilement maintenu une activité syndicale constante.

Au début des années 60, les travailleurs réussissent à rompre le cercle répressif tendu par la dictature ouvrant ainsi la porte à de nouvelles actions: quatre milles ouvriers de la construction menèrent à bien une grève qui dura 22 jours; la corporation des ouvriers de la chaussure, qui regroupe 2 000 membres, entreprit avec succès une grève qui se prolongea pendant 2 mois jusqu'à l'intervention des forces de l'ordre. Durant cette période d'agitation, de nouveaux courants se développent au sein du mouvement ouvrier. En 1962, des militants du Mouvement ouvrier chrétien, formé au Venezuela, et la Confédération latino-américaine des Syndicats chrétiens appuyèrent la création du Mouvement syndical autonome du Nicaragua (MOSAN). Pendant les années suivantes, cette tendance s'est vue renforcée et c'est lors de son premier congrès national, tenu en 1972, que se constitue la Centrale des Travailleurs du Nicaragua (CTN) qui existe encore aujourd'hui (6).

Au sein de la CGT le contrôle exercé par le gouvernement provoque une crise. En 1963, devant l'attitude négative de la direction bureaucratique face à la tenue d'élections, une partie importante des organisations s'entend pour se séparer et former la Confédération générale des Travailleurs indépendants CGT (i).

En 1968, dans le but de renforcer le contrôle sur le mouvement syndical, certains syndicats non affiliés aux centrales déjà existantes, avec la participation d'agents américains, se regroupent dans le Conseil d'Unité syndicale, sous les auspices de l'Organisation régionale inter-américaine des Travailleurs (ORIT). Cette nouvelle centrale, qui plus tard portera le nom de Confédération syndicale (CUS), prône un programme d'action pour les ouvriers, portant uniquement sur les revendications immédiates. Pour étendre son influence la CUS organise une grève des compagnies de navigation, obtenant la satisfaction de certaines revendications, grâce à l'appui de syndicats étrangers qui boycottèrent les embarquements de marchandises du Nicaragua.

De ce qui précède on peut tirer certaines conclusions: le mouvement ouvrier nicaraguayen, durant les premiers temps de la dictature a mené une lutte constante pour atteindre une unification au niveau syndical; cependant, la répression et l'influence de courants bourgeois ont maintenu sa division. D'un autre côté, l'affrontement avec l'Etat, la faiblesse numérique de la classe ouvrière et sa dispersion géographique entre autres facteurs, amenèrent les organisations syndicales à s'incorporer à d'autres secteurs opprimés, principalement les paysans. Ce phénomène existe depuis 1938 avec la participation du Comité local paysan de Sabana Grande à la Conférence des Travailleurs du Nicaragua. De tels antécédents ont permis un développement de la solidarité des ouvriers envers les luttes populaires.

En même temps que le mouvement syndical nicaraguayen se développe, les efforts des classes dominantes pour l'infiltrer, le diviser et lui ôter tout moyen d'action dans ses luttes revendicatives, se multiplient. Les vaines tentatives des somozistes pour contrôler les syndicats organisés dans la CGT et s'infiltrer dans la politique de la CUS-ORIT et de la Démocratie chrétienne à travers la CTN, en sont des exemples clairs.

Actuellement il existe au Nicaragua trois centrales syndicales, si l'on fait abstraction de la CGT, pro-gouvernementale:

—La CGT (i) formée par des fédérations et des centrales syndicales de Managua, Granada, Masaya, Rivas, Matagalpa, León et Chinandega, par des syndicats départementaux à Juigalpa, Carazo, et Jinotega, et par des syndicats locaux en Estelí, Ciudad Darío et Boaco; l'Organisation des Femmes démocratiques du Nicaragua et la Confédération des Paysans et des Travailleurs agricoles du Nicaragua sont également membres de la CGT (i). Au niveau international, la CGT (i) est associée au Comité d'Unité syndicale des Travailleurs de l'Amérique centrale et de Panama, au Conseil permanent de l'Unité syndicale des Travailleurs d'Amérique latine et à la Fédération syndicale mondiale (FSM).

—La centrale des Travailleurs du Nicaragua (CTN) est composée de syndicats, d'associations de jeunes, de coopératives, de groupes agricoles, de groupes de catéchistes et de conseils communaux. La CTN est affiliée à la Confédération centraméricaine des Travailleurs, à la Confédération latino-américaine des Travailleurs (CLAT) et à la Confédération mondiale des Travailleurs (CMT).

—La Confédération d'Unité syndicale (CUS) trouve ses membres dans le domaine des services de transport aérien, maritime, du tourisme, des télécommunications de l'Etat... Selon ses propres chiffres, elle compte, en 1970, 24 syndicats dans tout le pays. Elle est affiliée à la Confédération des Travailleurs centraméricains, à l'ORIT et à la Confédération internationale des Ouvriers et des Syndicats libres (CIOSL) qui a son centre de décisions aux Etats-Unis.

LE MOUVEMENT SYNDICAL DANS LES ANNEES 70

Durant les années 70, le cours des luttes syndicales a atteint un niveau très élevé qui s'exprime dans une plus grande capacité d'organisation et de mobilité, comme par exemple des affrontements directs avec l'Etat.

En 1972, la dictature a émis un décret pour prolonger la journée de travail (la faisant passer de 8 à 10 heures par jour et de 48 à 60 heures par semaine), éliminer 4 des 9 jours fériés du calendrier officiel et imposer aux employés de la fonction publique le don d'un mois de salaire allant à la "reconstruction nationale".

Le Syndicat des charpentiers, des maçons, des assembleurs et des autres corps de métiers similaires (SCAAS), affilié à la CGT (i), fut le premier à répondre à cette manœuvre de la dictature qui, profitant du tremblement de terre de 1972, tentait d'accentuer le degré de surexploitation de tous les travailleurs. Les travailleurs de la construction commencèrent alors une grève générale à laquelle participèrent 6 milles ouvriers de la corporation pendant une période de 29 jours. Face à cette crise, le gouvernement s'est vu obligé de faire partiellement marche arrière: ce décret ne s'appliquerait pas aux ouvriers de la construction. Immédiatement, les syndicats des travailleurs de la santé commencent une grève d'un mois, aboutissant au même succès que celle des travailleurs de la construction et à la signature d'une convention collective.

En 1973, le SCAAS déclare une autre grève qui dura 49 jours et obtient une augmentation de 10 pour cent des salaires avec la prolongation du contrat collectif. Pendant la même année, le gouvernement interdit les syndicats du textile qui avaient commencé une grève dans 10 usines du pays.

Pendant 1974, la lutte pour des augmentations de salaire se maintient. Quinze nouvelles organisations syndicales apparaissent. Les ouvriers de l'industrie des matières plastiques obtiennent de meilleures conditions de travail même si leur mouvement de grève avait été déclaré illégal par la dictature. Les employés des hôpitaux obtiennent une augmentation de salaire de 15 pour cent lors d'une grève où ils s'attirent l'appui solidaire d'autres syndicats. Les ouvriers agricoles des plantations de bananes de la Standard Fruit Co. subirent un sort bien différent: la grève qu'ils avaient entreprise fut déclarée illégale et la Garde nationale intervint.

Le recul des investissements et la politique de répression croissante commencent à affecter une fois de plus l'essor des luttes syndicales. En 1975, les congédiements et les détentions se font de plus en plus fréquents; la loi martiale et l'état de siège sont appliqués avec beaucoup de rigueur; l'importance et le nombre des grèves diminuent considérablement. Les syndicats de la construction, des employés des plantations de bananes et de tabac, des électriciens et des mineurs dénoncent continuellement l'emprisonnement de leurs dirigeants, les violations de la part des patrons de la loi de la Sécurité sociale, la retenue des salaires et les congédiements injustifiés. Cette année-là fut une période difficile pour la classe ouvrière et le mouvement syndical nicaraguayen. L'augmentation du coût de la vie en 1975 fut de 150 pour cent supérieur à celui de 1974.

En 1976 apparaissent les symptômes d'une nouvelle réaction: l'Union démocratique de Libération (UDEL) à laquelle étaient affiliées la CGT (i) et la CTN convoqua à la célébration publique du Jour international du Travail. La manifestation du 1er mai en 1976 fut la quatrième célébration publique de ce

genre dans les 20 dernières années et la première depuis 1966. Après cela, 750 mineurs de El Limón, El Alba et Santa Pancha entreprennent une grève exigeant une augmentation de 75 pour cent de leurs salaires, la réembauche des travailleurs congédiés de façon injustifiée et de meilleures conditions de vie. Pour leur part, les syndicats de la construction protestent contre les patrons qui ne se conforment pas aux mesures de Sécurité sociale, privant les travailleurs de soins médicaux. Pendant le mois de décembre ont lieu des assemblées dans le but de prendre des mesures contre l'indice élevé de congédiements dans les secteurs de la construction (60 par jour, approximativement). Les travailleurs des ports, du textile, des plantations de bananes et de café se joignent aux manifestations et obtiennent des réformes au Code du Travail de 1944, légalisant les droits des travailleurs et des syndicats (7).

Le 1er mai 1977 fut commémoré séparément dans chaque organisation syndicale de l'UDEL, alors que Somoza de son côté reconnaît devant une assemblée des employés de la fonction publique réunie sous pression, la situation critique des travailleurs et promet une augmentation de salaire réduite à 20 pour cent. La CGT (i) entreprend des actions dans les principales villes faisant abstraction de la loi martiale et de l'état de siège. Elle revendique des augmentations de salaire, l'arrêt de la hausse du coût de la vie, l'extension de la Sécurité sociale aux ouvriers agricoles et le respect des droits humains. Les chauffeurs de Managua arrêtent le travail pour demander une augmentation de salaire et des journées de huit heures.

Pendant le mois de décembre, diverses manifestations syndicales et populaires surviennent à Managua réclamant la libération des prisonniers politiques. Dans le quartier de Santa Rosa ont lieu de graves affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre de Somoza.

L'année 1978 marquée par la montée de la lutte populaire et l'insurrection armée d'août-septembre, ouvre de nouvelles perspectives au développement du mouvement ouvrier et populaire au Nicaragua.

Au cours de la grève générale de janvier-février, le mouvement syndical confirme sa présence politique et apparaît comme une force réelle, en plein essor, capable de poursuivre les mobilisations contre la dictature, malgré le retrait des organismes patronaux.

Durant les mois suivants, l'idée de créer une organisation des masses populaires indépendante de la ligne bourgeoise et petitebourgeoise qui a manifesté son inconséquence dans la lutte pour le renversement de la dictature et dans son travail pour une négociation en marge des aspirations populaires, mûrit. C'est ainsi que le 17 juillet 1978 naît le Mouvement du Peuple uni (MPU) composé de la CGT (i), du Comité de Lutte pour la Liberté syndicale (CLLS), du Mouvement ouvrier révolutionnaire (MORE), de la Centrale d'Action et d'Unité syndicale

(CAUS) et d'autres organisations d'étudiants, de familles de prisonniers politiques et même de partis politiques de gauche qui se rejoignent en trois objectifs principaux: 1) mobiliser le peuple pour le renversement de la dictature somoziste; 2) amplifier l'organisation et l'unification de vastes secteurs populaires; 3) promouvoir le développement du processus unitaire des forces révolutionnaires (8).

L'insurrection populaire de août-septembre met en évidence les différences qui existent dans le mouvement syndical depuis les dix dernières années. Le MPU consolide sa structure et sa capacité d'action indépendante. La CTN, démocrate-chrétienne maintient sa position à l'intérieur du Front large d'Opposition

(FAO) aux côtés des organismes patronaux qui s'opposent à Somoza et acceptent au départ, la négociation. La CUS, qui, obligée par le cours de la lutte de classe, s'allie à FAO, découvre une fois de plus son véritable visage. Lors d'une conférence de presse, Eduardo Chamorro Coronel, Secrétaire général de la CUS, critiqua durement l'usage de la violence et spécialement le Front sandiniste de Libération nationale, en considérant que ces derniers apporteraient une dictature de gauche. En même temps, il défend la position de FAO de conserver la Garde nationale et seulement, face à une éventuelle défaite de Somoza, à y réaliser certaines modifications (9).

La tentative d'une solution pacifique à la crise de la dictature, soutenue par l'impérialisme américain et l'opposition bourgeoise, impose de nouvelles conditions à la politique du mouvement syndical.

Un élément important est l'annonce du retrait de la CTN des négociations avec les médiateurs, étant donné l'attitude intransigeante de Somoza quant à la levée de l'état de siège et de loi martiale. La CUS continue de se présenter aux négociations. Pour sa part la CGT (i), intégrée au Mouvement du Peuple uni (MPU), participe à l'établissement d'une alternative indépendante de la classe ouvrière et du peuple.

(1) "Tout L'appui au Peuple du Nicaragua", Edition Revista Debate Proletario, Mexique, septembre 1978.

(2) "Le mode de production capitaliste au Nicaragua", Realidad Nacional III, miméo.

(3) Ibid., pages 20 à 22.

(4) Statistiques 1975, Banque centrale du Nicaragua, Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Commerce.

(5) Nicaragua, Anuario Sindical Abierto, Collège du Mexique INET, Mexique 1976, pages 3 et 4.

(6) Ibid., page 7.

(7) Gaceta Sandinista, La Havane, no. 1 et 2, janvier-février, 1977.

(8) "Sandino Vive", no. 5, Mexique, août-septembre 1978, page 5.

(9) Excelsior, Mexique, 26 août 1978.

(*) Centre d'Information, de Documentation et d'Analyse du Mouvement ouvrier latino-américain, CIDAMO, Mexique.

Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'information (ALAI) est une corporation sans but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France : Institutions 165 FF., Individus 105 FF., Prix Spécial Etudiants 65 FF. A l'étranger : Institutions 40 US. Dlls., Individus 25 US Dlls. et Etudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de C.I.A.L. N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - Defrance. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent être adressées au siège d'ALAI à Montréal.

Directeur de publication : Michel Beaud. CIAL 1, rue de Panama, 75018 Paris. Imprimé à la reprographie du Centre de Recherche de l'Université de Paris VIII. Dépôt légal 1er trimestre 1979. N° Editeur : 001. N° Imprimeur : A001.